



## COMPTE-RENDU DU CHSCT DU 26 AVRIL 2016

Cette seconde séance plénière de l'année avait pour objet principal, pour la DRFiP Nord, l'examen des projets d'**aménagement des structures et du réseau pour 2017**. Pour ce second exercice après les restructurations du 1er janvier 2016, pas moins de 15 opérations, dont 4 fermetures de trésorerie, nous étai<sup>er</sup>nt présentées pour avis.

A ce stade, et considérant l'amplitude du projet envisagé, l'impréparation et la précipitation de la DRFiP sont flagrantes. Aucun plan après projet ne nous a été fourni. Des déménagements collatéraux sont possibles (à la **Cité Administrative** pour la création des **SPFE**) ou difficilement évitables (à **Tourcoing** pour les fusions des **SIE** et **SIP**) sans qu'on puisse nous dire comment : les réflexions sont "en cours"... Réflexions qui se poursuivront après le feu vert de la Direction Générale (pour les fusions de services) ou du ministre (pour les suppressions de trésoreries).

Sans surprise, aucun argument valable n'a encore été avancé pour justifier le massacre du réseau et la concentration des services. L'explication redondante donnée par la DRFiP est de "développer une meilleure professionnalisation" des agents... de là à en déduire qu'elle nous prend pour des amateurs (en restant poli), il n'y a qu'un pas.

L'impact sur les agents et les conditions de travail est négligé. Les délais de route indiqués sur les fiches d'impact ne tiennent pas compte du trafic aux heures de bureau. On peut également y lire que "les pointes de charges seront réparties sur un plus grand nombre d'agents". Décidément, on nous prend vraiment pour des... amateurs.

Concernant le projet de fermeture de la **Trésorerie de Saint-Pol-sur-Mer**, la DRFiP a mis en avant un sureffectif, selon elle, sur ce poste. En réponse, les représentants de Solidaires Finances ont fait une proposition alternative qui consisterait à y basculer une partie du recouvrement jusqu'à présent assuré par les SIP de Dunkerque.

Nous ne sommes pas dupes. Le seul but de ces fermetures et concentrations de services est de créer de grands ensembles facilitant les futures suppressions d'emplois. Les conséquences seront mortifères pour les conditions de travail. La concentration des agents et des usagers entraîne la multiplication des tensions, comme en témoignent déjà les conditions d'accueil déplorables dans nos CFP. Simultanément, l'instabilité organisationnelle et la remise en cause des missions entraînent une perte de sens du travail.

Au regard de la nocivité certaine de ces projets sur les conditions de travail, Solidaires Finances a voté contre.

En questions diverses, la DRFiP est revenue sur la **Trésorerie de Saint-André**. Pour rappel, lors de travaux de réfection de l'accueil, un champignon, la m<sup>er</sup>rule, avait été découvert. Les travaux avaient été interrompus. Une isolation a été mise en place pour protéger les agents. Des tests ont été effectués. Les résultats, parvenus récemment, indiquent l'absence de spores dans l'atmosphère, mais la présence de moisissures et staphylocoques non pathogènes. La m<sup>er</sup>rule n'a a priori pas contaminé la charpente. Toutefois, il faudra par précaution retirer toute la boiserie avant de reprendre les travaux. Le séchage de la nouvelle dalle en béton durera environs 1 mois. La trésorerie pourrait rouvrir au public début octobre.